



LA UNE

“Gaz de France est mort” : le malaise des salariés avant la fusion

Par Martine Orange

Tout va aller très vite maintenant. Deux ans et demi après la première annonce politique, Gaz de France et Suez vont lancer leur fusion. Vendredi, les syndicats ont perdu l'ultime recours juridique qu'ils avaient pour différer le projet. Lundi, le comité central d'entreprise de GDF doit se réunir et sera dans l'obligation de donner un avis sur le rapprochement.

Qu'il soit pour ou contre ? il émettra probablement un avis négatif ?, peu importe : son avis n'est que consultatif. Mais il doit en avoir rendu un avant que les directions des deux groupes puissent passer aux choses sérieuses. Les choses sérieuses ? La tenue de leur conseil d'administration, puis les deux assemblées générales approuvant la fusion.

Tout est déjà arrêté. Le conseil d'administration de Suez se tiendrait dans la foulée, mercredi 28 mai, celui de GDF le 4 ou 5 juin. L'assemblée générale du premier serait fixée au 10 juillet, celle du second au 16 juillet. La cotation du nouvel ensemble, avec l'introduction de Suez Environnement, pourrait avoir lieu dans la semaine du 21 juillet. Dernier créneau possible avant la trêve estivale.

Dès samedi, les deux groupes ont enchaîné les annonces. Suez a déclaré qu'il rentrait en négociation exclusive avec l'électricien italien ENI pour lui vendre sa participation au distributeur de gaz belge, Distrigaz, l'équivalent de GDF en France. La cession était imposée par la Commission européenne dans le cadre de la fusion.

Mais le choix d'ENI n'est pas totalement anodin : l'électricien italien a manqué faire échouer l'opération en essayant de monter une OPA contre Suez en 2006. Aujourd'hui, il récolte le prix de sa non-agression. En lot de compensation, EDF, qui était aussi candidat au rachat de Distrigaz, est entré en négociation exclusive avec GDF, comme ce dernier l'a annoncé par communiqué, pour reprendre sa participation dans Segebel. Cette holding est le principal actionnaire du deuxième producteur d'électricité belge, la SPE. Là encore, cette vente était imposée par Bruxelles.

Patientant depuis début 2006, Suez et Gaz de France ont eu le temps de parfaire leur argumentaire. « Ce sera un groupe superbe », a insisté Gérard Mestrallet, PDG de Suez, lors de son assemblée générale.

Les chiffres flatteurs se sont enchaînés : premier groupe d'énergie en Europe en termes de chiffre d'affaires, en incluant l'activité environnement de Suez appelée à prendre son autonomie ; deuxième capitalisation du secteur ; une capacité d'autofinancement de 17 milliards d'euros prévue en 2010 ; un bénéfice d'au moins 5 à 6

milliards d'euros par an. De quoi charmer des actionnaires pas tous séduits par le projet.

Questions de culture

Est-ce la longueur du processus, le fait que cette fusion soit née au forceps politique, arrachée finalement en vingt minutes à Nicolas Sarkozy après une entrevue avec Albert Frère son ami et principal actionnaire de Suez, ou la présence de l'Etat comme premier actionnaire du nouvel ensemble ? En tout cas, la fusion de Gaz de France et de Suez a du mal encore à convaincre.

Pour beaucoup, l'addition des bilans et des cash-flows, les chiffres prometteurs pour l'avenir dans l'électricité et le gaz ne font pas forcément un groupe. « Une fusion, ce sont aussi les hommes, les cultures. Un mariage d'entreprises sur deux échoue à cause de cela. Pensez-vous pouvoir associer la culture de GDF, ancienne entreprise publique, à celle si différente de Suez ? » demandait ainsi une des actionnaires de Suez.

La question est essentielle. Si les salariés de Suez attendent sans crainte la suite, ceux de Gaz de France donnent le sentiment de s'y engager comme les bourgeois de Calais, la corde au cou. « C'est vrai qu'il y a beaucoup d'inquiétudes. Tout le monde se demande ce qu'il va devenir, d'autant que de nombreuses questions restent en suspens, toutes les garanties n'ont pas été apportées », explique Jean-Pierre Sotura, responsable de la fédération mines-énergie de la CGT, très en pointe contre la privatisation de l'entreprise publique.

« Le changement fait peur à beaucoup de monde. Car ce sont deux cultures qui vont s'affronter, une financière et une industrielle. Laquelle l'emportera ? » ajoute Jacques Mouton, coordinateur CFDT du groupe Gaz de France. Paroles de syndicalistes qui ont mené pendant deux ans une bataille de tous les instants pour s'opposer à la privatisation de l'entreprise gazière, assureront les partisans de la fusion. Assurément.

Mais ce discours se retrouve aussi parmi de nombreux salariés du groupe public. « Pour moi, GDF est mort », dit Sylvain, agent de la branche Energie France. « Entre nous, ça va, on se parle. Mais il y a une démobilité, une démotivation totale dans le groupe. Autour de moi, beaucoup pensent à partir soit à la retraite, soit chez EDF ou ailleurs si c'est possible », témoigne Matthieu, cadre du siège. Un climat qui se retrouve dans l'étude interne auprès des cadres que nous nous sommes procurée (lire l'intégralité ici). Il ressort de ce document un fatalisme, une amertume, lourds pour l'avenir.

La fin du service public



Car pour tous, il ne s'agit pas d'une simple privatisation, comme chez Renault ou France Télécom, mais d'une disparition, d'une perte totale d'identité, qu'ils ont commencé à vivre au quotidien. Pour eux, Gaz de France est déjà en voie d'émiettement.

Après la libéralisation du marché de l'énergie, il a déjà fallu, pour respecter le règlement européen, séparer les services de distribution communs à EDF et GDF. Une histoire commune entre plus de 35.000 salariés a cessé, sans que les uns et les autres comprennent tout à fait le bien-fondé économique et pour la clientèle de cette séparation.

En janvier dernier, ce sont les infrastructures gazières, les réseaux de transport qui ont pris leur autonomie sous le nom de GRT Gaz. A nouveau, des salariés ont changé. La fusion avec Suez dans la foulée apparaît comme la dernière étape de la dilution. Le groupe privé y est vu comme un prédateur, attaquant au moment où GDF est le plus faible. « *C'est grâce à notre trésorerie que Suez nous rachète. Ça m'énerve et cela en dit long sur la manière dont va se dérouler la suite* », dit un cadre, cité par l'étude.

Ce qui est présenté par le monde politique comme un mariage entre égaux pour former le deuxième groupe énergétique français est perçu à l'intérieur de l'entreprise comme une absorption pure et simple. La première chose, selon de nombreux salariés, qui sera enterrée, ce sera l'esprit de service public, ce ciment collectif qui leur a fait accepter des salaires souvent moins élevés, des carrières parfois moins brillantes que dans le privé.

« *Depuis la mise en Bourse, la pression sur les résultats, les économies sur les investissements ont déjà commencé. Il n'y a aucune raison que cela ne s'accroisse pas* », raconte à nouveau Sylvain. « *Les tarifs régulés, oubliez-les. La nouvelle direction fera tout pour les faire disparaître le plus vite possible, quitte à demander l'arbitrage de Bruxelles s'il le faut* », dit Norbert, autre cadre du siège. Une évolution que confirme Jean-Pierre Sotura : « *Tous les business plan présentés aux comités d'entreprise ont été établis en prenant en compte la fin des tarifs régulés dès 2010.* »

Une bataille de pouvoir perdue d'avance

En parallèle, beaucoup s'inquiètent de la disparition d'une culture industrielle. Gaz de France s'est développé comme un groupe intégré, responsable de ses infrastructures, de ses outils industriels, développant ses propres modèles. Les salariés de GDF ont l'impression que Suez est à mille lieues de ces préoccupations, de cette culture.

« *Avec les gens d'Electrabel [la filiale belge d'électricité de Suez], nous arrivons à nous comprendre car nous avons des problèmes et des approches assez voisines. Mais Suez...* », raconte Norbert. « *Suez, ce n'est qu'une holding financière qui va demander aux filiales de cracher du cash* », rapporte un cadre cité dans l'étude.

Le premier point d'achoppement se dessine déjà autour de l'exploration. Depuis des années, Gaz de France entend développer cette activité de recherche gazière, afin de ne pas être qu'un simple distributeur de gaz, et d'avoir sa propre production qui lui permette de mieux assurer ses approvisionnements. Présent dans neuf pays, GDF réalise déjà 10% de son chiffre d'affaires dans cette branche.

Depuis quelques mois, les projets n'avancent plus. Simple période d'attente avant la fusion, veulent croire la plupart des salariés. Quelques-uns redoutent que cela ne soit plus durable. « *Gérard Mestrallet n'aime pas l'exploration et ne veut pas s'y développer* », dit un banquier d'affaires.

Quel point d'équilibre trouveront les deux groupes ? Cela dépendra de la façon dont les deux équipes managériales travaillent ensemble. Chez Gaz de France, les salariés ont le sentiment que la partie est perdue d'avance. Ils reprochent à leur direction d'avoir été absente pendant cette longue période de discussion de la fusion, comme le rapporte l'étude des cadres.

Parachuté à la présidence du groupe après avoir été secrétaire général adjoint de l'Elysée, sans aucune connaissance de l'entreprise, Jean-François Cirelli a donné l'impression de ne pas s'être battu pour son entreprise et d'avoir cédé chaque fois aux injonctions du pouvoir politique et de l'Elysée. Même si ses relations avec Gérard Mestrallet se sont apaisées ? bien que ces derniers mois, ils aient parfois fait appel à l'Elysée pour trancher leurs différends ?, personne dans le groupe public n'imagine une cohabitation durable entre les deux présidents. Personne ne croit non plus que la répartition des rôles strictement équilibrée entre les deux groupes sera respectée. Tous voient Suez gagnant, comme en témoigne l'étude.

C'est si vrai que les syndicats de GDF ont demandé à Gérard Mestrallet d'assister au Comité central d'entreprise de lundi. Ce sera le dernier où ils pourront arracher des avantages, obtenir des garanties sur les emplois, négocier la révision des grilles salariales, l'instauration d'une participation. Et ils entendent que ces engagements soient actés par le président du futur groupe. Le président de Suez s'est empressé d'accepter.



Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Directrice général : Marie-Hélène Smiéjan

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007. Capital social : 1 958 930 €. Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : en cours.

Conseil de direction : François Bonnet, Jean-Louis Bouchard, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa ; Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 80 ou 01 90

Propriétaire, éditeur et prestataire des services proposés sur ce site web : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 958 930 euros, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.